



Direction de la Proximité et des Services au Public
Police Municipale
Contact : M. SEIGNARD
Tel : 02 97 02 21 17
Fax : 02 97 02 21 85
1 Passage du Blavet
CS 14481
56324 LORIENT CEDEX

Monsieur LE PREFET
Place du Général de Gaulle
Préfecture du Morbihan
56019 VANNES CEDEX

Lorient, le 26 MAI 2018

Réf. : DPSP/PM-2018-258

Objet : Bilan de l'expérimentation des caméras individuelles mobiles.

Monsieur le Préfet,

Soit transmis à vos services le bilan de l'expérimentation des caméras individuelles mobiles de la Police municipale de Lorient.

Vous souhaitant bonne réception,

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire,


l'Adjoint Délégué
à la Maintenance, à la Gestion de Proximité de l'Espace
Public et à la Sécurité Publique
Allain LE BOUDOUIL



Adresser toutes correspondances à Monsieur le Maire de la Ville de Lorient,
CS 30010 - 56315 LORIENT CEDEX - Tél. 02 97 02 22 00 - Fax : 02 97 02 22 35 - www.lorient.fr

à

Monsieur LE BOUDOUIL
Maire Adjoint Délégué à la Maintenance,
à la Gestion de Proximité de l'Espace Public
et à la Sécurité Publique

S/C de la voie hiérarchique

NOTE

Bilan de l'expérimentation des caméras individuelles mobiles

Conformément au décret n°2016-1861 du 23 décembre 2016, la ville de Lorient a été autorisée en décembre 2017 à doter ses agents de police municipale de caméras individuelles, afin

- de se prévenir d'incidents au cours des interventions,
- de constater des infractions et de poursuivre leurs auteurs
- et de former les agents de police municipale.

L'adoption de ce matériel s'est effectuée dans un contexte de situations tendues et violences croissantes commises à l'encontre des agents de la police municipale (73 pour l'année 2016 et 83 pour l'année 2017).

Durant cette période d'expérimentation, nous avons observé une modification des comportements d'individus occupant abusivement ou effectuant des détournements d'usage de certains espaces publics. Ces derniers adoptaient des attitudes et paroles beaucoup plus réservés lors de nos contacts « préventifs » à la simple vue de la caméra apposée sur l'uniforme de l'agent.

Nous avons également constaté que les contrevenants devenaient sans conteste beaucoup plus coopératifs et noté une baisse flagrante des situations tendues lors des interventions à l'annonce du déclenchement de la caméra. Dans un cas, sa présence dissuasive a permis d'éviter un passage à l'acte violent.

La présence d'un « œil » objectif, permettait également à l'agent de se concentrer essentiellement sur l'intervention et le contrevenant. Le matériel facilite donc la gestion des interventions et devient une source d'informations précieuses et particulièrement détaillées (visuelle, sonore, environnement et détails) en cas de litige.

La présence du matériel apaise la relation entre la police et la population et impose également aux agents une attitude déontologique irréprochable.

Les fonctionnaires ont fait le choix de déclencher les appareils à 5 reprises sur 12 possibilités. Le recours à la caméra n'a donc pas été systématique. Deux consultations ont été effectuées à des fins de formation et test de matériel. Aucune demande de consultation de la part du public n'a été enregistrée.

Ainsi, sans pouvoir formellement l'attester, mais avec une forte présomption, l'effet modérateur du matériel contribue à faire chuter le nombre de situations tendues de 50 cas à 12, pour une période de 6 mois (décembre à mai). Les agents du service de Police municipale sont particulièrement satisfaits d'être équipés de ce moyen de protection passif.

Monsieur SEIGNARD Michael
Chef de service de Police Municipale

